



266, rue Viger, Papineauville, Québec, J0V 1R0
Tél : 819-427-6243
Télécopieur : 819-427-8318
Courriel : environnement@mrcpapineau.com

M.R.C. DE PAPINEAU

RÈGLEMENT NUMÉRO 086-2007 RELATIF À L'ADMINISTRATION DES INTERVENTIONS À L'ÉGARD DES COURS D'EAU SOUS JURIDICTION DE LA M.R.C. DE PAPINEAU

CONSIDÉRANT QUE la M.R.C. de Papineau s'est vue confié la compétence des cours d'eau de son territoire en vertu des articles 103 à 109 de la Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006;

CONSIDÉRANT QUE l'article 104 de cette loi autorise les M.R.C. à adopter des règlements pour régir toutes matières relatives à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau, y compris les traverses, les obstructions et les nuisances;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la M.R.C. de Papineau juge opportun d'adopter un règlement relatif à l'administration des interventions à l'égard des cours d'eau sous sa compétence;

LE CONSEIL DE LA M.R.C. DE PAPINEAU DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir le cadre d'intervention à l'égard des cours d'eau situés sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de Papineau (ci-après la M.R.C.) et qui sont sous sa juridiction en vertu des articles 103 à 109 de la Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6, ci-après citée [**L.C.M.**]).

2. CHAMP D'APPLICATION

La présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la M.R.C.

Ce règlement s'applique également, le cas échéant et compte tenu des adaptations nécessaires, à un cours d'eau sous la compétence commune de plusieurs M.R.C. dont la gestion lui a été confiée par entente intermunicipale entre M.R.C. en vertu de l'article 109 L.C.M. ou par une décision d'un bureau des délégués, cette décision pouvant même être antérieure au 1^{er} janvier 2006 et demeurant applicable tant qu'elle n'est pas modifiée en vertu de la Loi sur les compétences municipales.

Il s'applique aussi aux terres du domaine de l'État, sous réserve que certaines interventions sur ces terres sont régies en tout ou en partie par des lois particulières et leur réglementation, comme :

- la Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., chapitre T-8.1) :
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/T_8_1/T8_1.html]
- la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_61_1/C61_1.html]
- le Règlement sur les habitats fauniques (R.R.Q., chapitre C-61.1, r.0.1.5),
[version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/C_61_1/C61_1R0_1_5.HTM]
- la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/F_4_1/F4_1.html]
- le Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (R.R.Q., chapitre F-4-1, r.1.001.1)
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/F_4_1/F4_1R1_001_1.HTM]

- la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_9/P9.html]
- la Loi sur la voirie (L.R.Q. chapitre V-9)
[Version disponible au :
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/V_9/V9.html]

Compte tenu de l'objet recherché par le présent règlement, il peut servir également de guide lors d'une intervention qui doit avoir lieu à l'égard d'un cours d'eau situé sur un immeuble propriété du gouvernement fédéral.

3. DÉFINITIONS

Aux fins de l'application du présent règlement, on entend par :

3.1 *Acte réglementaire*

Tout acte (résolution, règlement, procès-verbal ou acte d'accord) adopté ou homologué par une municipalité locale, une corporation de comté, une municipalité régionale de comté ou un bureau de délégués à l'égard d'un cours d'eau et ayant pour objet de prévoir des normes d'aménagement et d'entretien à son égard, les normes de dimensionnement pouvant être utilisées comme valeur de référence même si cet acte est abrogé.

3.2 *Cours d'eau*

Les seuls cours d'eau sous compétence exclusive de la M.R.C. au sens de l'article 103 L.C.M., soit tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :

1° des cours d'eau ou portion de cours d'eau qui relèvent de la seule juridiction du Gouvernement du Québec et qui sont déterminés par décret, dont, notamment, le décret numéro 1292-2005 en date du 20 décembre 2005 (2005, G.O.2, 7381 A); à savoir : la rivière Petite Nation (à l'embouchure seulement), la rivière Rouge (en aval de la première chute), la rivière des Outaouais (en aval du réservoir Dozois) ainsi que la rivière du Lièvre;

2° d'un fossé de voie publique;

3° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil du Québec qui se lit comme suit :

«Tout propriétaire peut clore son terrain à ses frais, l'entourer de murs, de fossés, de haies ou de toute autre clôture.

Il peut également obliger son voisin à faire sur la ligne séparative, pour moitié ou à frais communs, un ouvrage de clôture servant à séparer leurs fonds et qui tienne compte de la situation et de l'usage des lieux.»

4° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :

- a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
- b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
- c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares¹.

La portion d'un cours d'eau qui sert de fossé est aussi sous la compétence de la M.R.C.

3.3 Embâcle

Une obstruction d'un cours d'eau causée par une cause quelconque, dont l'accumulation de glace ou de neige.

3.4 MAPAQ

Le ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec.

3.5 MDDEP

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

3.6 MRNF

¹ En vertu des articles 35 et 36 L.C.M., les fossés de drainage qui répondent à ces exigences, avec un écart de 10%, relèvent exclusivement de la compétence de la personne désignée par la municipalité locale pour tenter de régler les mésententes en relation avec ces fossés.

Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec.

3.7 Type de travaux

Nettoyage : Enlèvement d'objets, de ferrailles, de branches, incluant le démantèlement des barrages de castors et d'embâcles sans que des travaux spécifiques ne touchent aux sédiments ou aux talus.

Entretien : Travaux qui visent principalement le rétablissement du profil initial d'un cours d'eau qui a déjà fait l'objet d'un aménagement en vertu d'un acte réglementaire, les travaux consistant à l'enlèvement par creusage des sédiments accumulés au fond du cours d'eau pour le remettre dans son profil initial, l'ensemencement des rives, la stabilisation végétale des rives pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires), la stabilisation des exutoires de drainage souterrain ou de surface, ainsi que l'aménagement et la vidange de fosses à sédiments.

«Aménagement» : travaux qui consistent à :

- élargir, modifier, détourner, construire, créer, réparer, stabiliser mécaniquement ou fermer par un remblai un cours d'eau;
- effectuer toute intervention qui affecte ou modifie la géométrie, le fond ou les talus d'un cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'un acte réglementaire;
- effectuer toute intervention qui consiste à approfondir de nouveau le fond du cours d'eau, à modifier son tracé, à le canaliser, à aménager des seuils (barrages), à effectuer une stabilisation mécanique des talus pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires) ou à y installer tout ouvrage de contrôle du débit.

4. EXERCICE DE LA COMPÉTENCE

Considérant que les municipalités locales ont exercé les fonctions relatives à la surveillance des cours d'eau par l'intermédiaire de leur inspecteur municipal ou d'un autre employé municipal désigné à cette fin jusqu'au 1^{er} janvier 2006, date d'entrée en vigueur de la Loi sur les compétences municipales, la MRC, en conséquence, a choisi de se prévaloir de l'alternative prévue à l'article 108 L.C.M. pour conclure une entente avec ses municipalités locales relatives aux matières qui y sont prévues.

Aussi, conditionnellement à la signature d'une entente intermunicipale à cet effet et sous réserve de ce qui est prévu à l'entente intervenue entre les parties, chaque municipalité locale fournit à ses frais à la M.R.C., à l'égard des cours d'eau situés en tout ou en partie sur son territoire, les services suivants :

- l'application de la réglementation de la M.R.C. régissant toute matière relative à l'écoulement des eaux des cours d'eau de son territoire adoptée en vertu de l'article 104 L.C.M. ;
- la mise en place d'un système de réception des plaintes et la gestion des travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et des nuisances, y compris le démantèlement des embâcles ou des barrages causés par les castors, en fournissant la main-d'œuvre, les équipements et le matériel requis et en se conformant à la procédure élaborée par la M.R.C. à cette fin;
- le recouvrement des créances exigibles de toute personne en défaut d'exécuter des travaux qui lui sont ordonnés par la réglementation ou par la personne désignée en vertu de l'article 105 L.C.M.;
- la réception préliminaire et la validation des demandes de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau;
- la transmission au coordonnateur régional des cours d'eau de la M.R.C. d'une copie de toutes les autorisations de travaux sur la rive ou le littoral d'un cours d'eau émises par son inspecteur en bâtiments en vertu de son règlement de zonage ou, le cas échéant, du règlement de contrôle intérimaire de la M.R.C.

Lorsqu'elle décide de réaliser des travaux de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau en vertu de l'article 106 L.C.M., la M.R.C. peut également convenir par une entente particulière avec une municipalité locale que cette dernière assume la gestion de ces travaux selon les modalités intervenues entre les parties.

4.1 OFFICIERS RESPONSABLES DE LA GESTION DES COURS D'EAU

Les principaux fonctionnaires impliqués dans la gestion des cours d'eau sont le coordonnateur régional des cours d'eau nommé par la M.R.C. et les personne(s) désignée(s) au niveau local en vertu d'une entente conclue entre la M.R.C. et la municipalité locale en vertu de l'article 108 L.C.M.

4.1.1 *Coordonnateur régional des cours d'eau de la M.R.C.*

Le coordonnateur régional des cours d'eau est un fonctionnaire de la M.R.C., dont le traitement est assumé à même le budget d'administration générale de la M.R.C.

Sous l'autorité du coordonnateur du service de la planification et du développement de la M.R.C., il planifie, organise, dirige et contrôle la gestion de l'ensemble des cours d'eau sous la compétence de la M.R.C. et ce, sous réserve des droits et obligations des municipalités locales prévus à l'entente intermunicipale convenue avec celles-ci. Il peut également assumer, en tout ou en partie, les fonctions exercées par la personne désignée au niveau local.

4.1.2 *Personne désignée au niveau local*

La personne désignée au niveau local est un fonctionnaire payé par la municipalité locale qui le nomme pour appliquer, sur son territoire, les fonctions qui lui sont confiées en vertu de l'entente intervenue entre la M.R.C. et cette municipalité locale et par le présent règlement.

Les obligations et responsabilités de la personne désignée au niveau local en regard de la gestion des cours d'eau sont :

A. Le nettoyage et l'enlèvement des obstructions et nuisances

Dès qu'elle est informée ou qu'elle constate la présence d'une obstruction dans un cours d'eau qui menace la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée au niveau local doit faire retirer, sous sa supervision, cette obstruction de manière à rétablir l'écoulement normal des eaux en se conformant à la procédure prévue à la section 5.1.

Dans un but de prévention, les obstructions doivent également être enlevées dès que leur présence est constatée dans un cours d'eau.

Les obstructions ou nuisances dans un cours d'eau sont, notamment mais non limitativement, les suivantes :

- la présence d'un pont, d'un ponceau ou d'une autre traverse dont le dimensionnement est insuffisant;

- la présence de sédimentation ou de toute autre matière sur le littoral suite à l'affaissement du talus d'une rive non stabilisée ou stabilisée inadéquatement, ou par l'exécution de travaux non conformes au présent règlement ou à tout règlement d'une autorité compétente applicable à ce cours d'eau;
- l'accès aux animaux de ferme à un cours d'eau sauf dans le cas d'un passage à gué;
- le fait pour une personne de pousser, déposer ou jeter de la neige dans un cours d'eau dans le cadre d'une opération de déneigement ou à toute autre fin non autorisée;
- le fait pour une personne de laisser ou de déposer des déchets, des immondices, des pièces de ferraille, des branches ou des troncs d'arbres, des carcasses d'animaux morts, ainsi que la présence de tout autre objet ou matière qui nuit ou est susceptible de nuire à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau;
- un embâcle;
- un barrage de castors.

Si la personne qui a causé cette obstruction est connue, la municipalité locale peut recouvrer d'elle les frais relatifs à leur enlèvement du cours d'eau, selon les prescriptions de l'article 96 L.C.M.

Le plus tôt possible après l'exécution d'une intervention faite en vertu de la présente section, une déclaration des travaux est transmise à la M.R.C. par la personne désignée au niveau local en complétant le formulaire « *Déclaration de conformité de travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau* », joint en Annexe A au présent règlement pour en faire partie intégrante.

B. L'application de la réglementation de la M.R.C. régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau

La personne désignée au niveau local doit procéder à l'application de la réglementation de la M.R.C. régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau adoptée en vertu de l'article 104 L.C.M.

À cette fin :

- elle procède à l'étude des demandes pour les matières qui y sont assujetties;
- elle effectue les relevés et inspections nécessaires;

- elle avise tout contrevenant par écrit du non-respect de la réglementation et transmet une copie de cet avis au coordonnateur régional des cours d'eau;
- elle émet les constats d'infraction au nom de la M.R.C.;
- elle effectue ou fait effectuer tous les travaux requis pour assurer le respect de la réglementation par les personnes qui y sont soumises ou, le cas échéant, aux frais des personnes en défaut.

C. La réception préliminaire et la validation des demandes d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau

La personne désignée au niveau local doit procéder à une inspection et faire rapport quant aux travaux de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture qui sont demandés par une personne, incluant la municipalité locale, en relation avec un cours d'eau.

Le demandeur doit avoir payé, le cas échéant, le tarif exigé par la M.R.C. pour l'étude de sa demande de travaux, tel que prévu au règlement régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau à cet effet.

L'exercice de cette fonction implique la réception par la personne désignée au niveau local des demandes de travaux de cette nature en complétant le formulaire « *Demande formelle d'intervention dans un cours d'eau* » joint en Annexe B du présent règlement pour en faire partie intégrante. Elle doit aussi fournir les autres rapports requis selon les directives de la M.R.C., si nécessaire.

La personne désignée au niveau local complète le formulaire « *Analyse sommaire d'une demande d'intervention dans un cours d'eau* » joint en Annexe C du présent règlement pour en faire partie intégrante, selon les directives de la M.R.C. et produit sa recommandation à l'égard de cette demande, laquelle doit être appuyée par une résolution adoptée par la municipalité locale, cette résolution devant mentionner quelle option serait retenue par cette dernière pour la répartition des coûts si les travaux sont ordonnés par la M.R.C.

Si elle juge que les documents ou renseignements nécessaires à l'analyse de la demande ne sont pas suffisants, la personne désignée au niveau local le mentionne dans son rapport au coordonnateur des cours d'eau de la M.R.C.

5. EXÉCUTION DES TRAVAUX DANS UN COURS D'EAU

Aux fins de l'application du présent règlement et en tenant compte des diverses autorisations gouvernementales requises pour leur exécution, trois (3) types de travaux dans un cours d'eau sont visés, soit :

- 5.1 Les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances
 - 5.1.1 Les obstructions et nuisances causées par une personne
 - 5.1.2 Les embâcles
 - 5.1.3 Les barrages de castors
- 5.2 Les travaux d'entretien
- 5.3 Les travaux d'aménagement

5.1 *Les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances d'un cours d'eau*

5.1.1 Les obstructions et nuisances causées par une personne

Les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances causées par une personne dans un cours d'eau sont des travaux qui ne requièrent généralement pas de travaux de déblai dans le littoral.

Ces travaux sont sous la responsabilité de chaque propriétaire riverain, tel que prévu par la réglementation applicable. Au cas de défaut d'une personne d'exécuter les travaux qui lui sont ainsi imposés, la personne désignée au niveau local peut poser tous les actes qui sont prévus au deuxième alinéa des articles 104 et 105 L.C.M.

L'exécution de ces travaux est obligatoire lorsque l'obstruction menace la sécurité des personnes ou des biens.

Tous les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances d'un cours d'eau qui sont exécutés par une personne suite à une demande de la personne désignée au niveau local nécessitent une « *Déclaration de conformité des travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau* » (Annexe A). La déclaration dûment complétée est transmise au coordonnateur régional des cours d'eau de la M.R.C. dès que possible après chaque intervention.

5.1.2 Les embâcles

Dès qu'elle est informée de la présence d'un embâcle qui menace la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée au niveau local doit, sans délai, aviser l'autorité responsable de la sécurité civile de la nature des travaux qui seront exécutés pour démanteler cet embâcle, compte tenu qu'une telle intervention est susceptible de provoquer un effet négatif en aval du cours d'eau.

À moins d'un avis contraire de l'autorité responsable de la sécurité civile compte tenu qu'une telle intervention est susceptible de provoquer un effet négatif en aval du cours d'eau, la personne désignée au niveau local procède ou fait procéder aux travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux, aux frais de la municipalité locale, dont une partie peut cependant être remboursée par le gouvernement.

Toutefois, le démantèlement d'un embâcle n'est plus sous la responsabilité de la personne désignée au niveau local, dès que la situation devient un sinistre mineur ou majeur au sens de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q. chapitre S-2.3), auquel cas la prise en charge de toute intervention dans le cours d'eau devient sous la seule responsabilité de la municipalité locale à titre d'autorité responsable de la sécurité civile sur son territoire.

Cette loi définit, à son article 2, le «*sinistre majeur*» comme «*un évènement dû à un phénomène naturel, une défaillance technologique ou un accident découlant ou non de l'intervention humaine, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité affectée des mesures inhabituelles, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie*» et le «*sinistre mineur*» comme «*un évènement exceptionnel de même nature qu'un sinistre majeur mais qui ne porte atteinte qu'à la sécurité d'une ou de quelques personnes*».

Tous les travaux de démantèlement d'un embâcle qui sont exécutés par une intervention de la personne désignée au niveau local nécessitent une «*Déclaration de conformité des travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau*» (Annexe A). La déclaration dûment complétée est transmise au coordonnateur régional des cours d'eau de la M.R.C. dès que possible après chaque intervention et comprend un rapport détaillé qui fait état des démarches qu'elle a effectuées en relation avec cette intervention jusqu'à, le cas échéant, sa prise en charge par l'autorité responsable de la sécurité civile.

5.1.3 Les barrages de castors

La personne désignée au niveau local peut procéder ou faire procéder au démantèlement d'un barrage de castors qui constitue une obstruction dans un cours d'eau et doit le faire lorsque ce barrage de castors représente une menace pour la sécurité des personnes ou des biens.

Lorsque l'exécution des travaux de démantèlement nécessite le recours à des ressources externes, les honoraires ou frais reliés à ces ressources sont assumés par la municipalité locale.

La personne désignée au niveau local doit également obtenir au préalable, si nécessaire, les autorisations requises du ministère des Ressources naturelles et de la Faune en fournissant tous les documents et renseignements requis à cette fin. S'il s'agit d'un barrage obstruant un ponceau, ou s'il est question de sécurité, de santé publique à brève échéance, il n'est pas requis d'obtenir une autorisation de la FAPAQ. Dans tous les autres cas, il demeure obligatoire d'en obtenir une avant de procéder au démantèlement d'un barrage de castor ou avant l'installation d'une structure de contrôle du niveau des eaux. ⁽²⁾

L'autorisation délivrée pour le démantèlement de barrage de castor ne permet aucunement d'effectuer d'autres travaux en milieu aquatique tels que le dragage ou le détournement d'un cours d'eau. De plus, la brèche pratiquée dans le barrage ne soit pas plus large que 2 mètres. ⁽²⁾

⁽²⁾ : Source : Formulaire de demande de démantèlement de barrage de castor, MRNF 2006.

Tous les travaux de démantèlement d'un barrage de castors qui sont exécutés par une intervention de la personne désignée au niveau local nécessitent une « *Déclaration de conformité des travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau* » (Annexe A). La déclaration dûment complétée est transmise au coordonnateur régional des cours d'eau de la M.R.C. dès que possible après chaque intervention.

5.2 Les travaux d'entretien d'un cours d'eau

Les travaux d'entretien visent principalement le rétablissement du profil initial d'un cours d'eau qui a déjà fait l'objet d'un aménagement en vertu d'un acte réglementaire, les travaux consistant à l'enlèvement par creusage des sédiments accumulés au fond du cours d'eau pour le remettre dans son profil initial, l'ensemencement des rives, la stabilisation végétale des rives pour utilisation collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires), la stabilisation des exutoires de drainage souterrain et de surface, ainsi que l'aménagement et la vidange de fosses à sédiments.

Les travaux d'entretien visent ainsi les seuls cours d'eau qui ont déjà fait l'objet d'un acte réglementaire, même si cet acte a été abrogé postérieurement, et c'est notamment à partir de ces documents de référence que la M.R.C. peut régler et déterminer les travaux d'entretien à être exécutés dans ce cours d'eau. De surcroît, la M.R.C. de Papineau pourra également exiger du demandeur la production de tout autres études (rapport, plan et devis,...) requise par celle-ci afin de valider la pertinence de réaliser un travail d'entretien à un cours d'eau qui a déjà fait l'objet d'un acte réglementaire³.

La décision d'autoriser des travaux d'entretien relève exclusivement du pouvoir discrétionnaire du conseil de la M.R.C. qui est le seul organisme municipal compétent à cette fin à l'égard des cours d'eau sous sa juridiction exclusive. La municipalité locale doit appuyer par une résolution toute demande de travaux d'entretien dans un cours d'eau, cette résolution devant mentionner quelle option serait retenue par cette dernière pour la répartition des coûts si les travaux sont ordonnés par la M.R.C.

Le cheminement d'un dossier relatif à des travaux d'entretien d'un cours d'eau est décrit au document intitulé «*Cheminement d'intervention de travaux d'entretien d'un cours d'eau*» joint comme Annexe D du présent règlement pour en faire partie intégrante.

5.3 Les travaux d'aménagement d'un cours d'eau

Les travaux d'aménagement visent un cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'un acte réglementaire ou un cours d'eau dont l'intervention projetée ne vise pas le rétablissement de son profil initial selon un acte réglementaire.

Les travaux d'aménagement d'un cours d'eau consistent ainsi à :

- élargir, modifier, détourner, construire, créer, réparer ou stabiliser mécaniquement un cours d'eau;
- effectuer toute intervention qui affecte ou modifie la géométrie, le fond ou les talus d'un cours d'eau qui n'a pas fait l'objet d'un acte réglementaire;
- effectuer toute intervention qui consiste à approfondir de nouveau le fond du cours d'eau, à modifier son tracé, à le canaliser, à aménager des seuils (barrages), à effectuer une stabilisation mécanique des talus pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires) ou à y installer tout ouvrage de contrôle du débit.

³ Certains actes réglementaires remontent aux années 1890. La pertinence d'utiliser l'information contenue dans les plans et devis produits à cette époque pour le rétablissement du profil initial lors de la réalisation de travaux d'entretien reste à démontrer.

Sont également visés par la présente section tous les travaux visant à fermer, par remblai, tout ou partie d'un cours d'eau.

La décision d'autoriser des travaux d'aménagement relève exclusivement du pouvoir discrétionnaire du conseil de la M.R.C. qui est le seul organisme municipal compétent à cette fin à l'égard des cours d'eau sous sa juridiction.

Tous les travaux d'aménagement d'un cours d'eau doivent être préalablement autorisés par le MDDEP, en vertu, notamment, de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) et, dans certains cas, en application de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13) et même de la Loi fédérale sur les pêches (*S.R. chapitre F-14*), [Version disponible au : <http://lois.justice.gc.ca/fr/f-14/79254.html>].

Ces travaux peuvent, dans certains cas, nécessiter également une autorisation émise par le MRNF, en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) et du Règlement sur les habitats fauniques (R.R.Q., chapitre C-61,1, r.0.1.5.).

Pour réaliser les travaux d'aménagement d'un cours d'eau, il faut compléter une demande de certificat d'autorisation auprès du MDDEP et le cas échéant, de toute autre demande applicable aux travaux, en fournissant tous les renseignements, documents et études requis par l'autorité compétente. Cette démarche implique obligatoirement la confection de plans et devis préparés par une personne qui est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Également, il est possible que les services d'une autre personne membre d'un ordre professionnel compétent en d'autres matières (comme par exemple, un arpenteur-géomètre) soient requis pour l'élaboration de la demande de certificat d'autorisation.

La municipalité locale doit appuyer par une résolution toute demande de travaux d'aménagement dans un cours, cette résolution devant mentionner quelle option serait retenue par cette dernière pour la répartition des coûts si les travaux sont ordonnés par la M.R.C.

Le cheminement d'un dossier relatif à des travaux d'aménagement d'un cours d'eau est décrit au document «*Cheminement d'intervention de travaux d'aménagement d'un cours d'eau*» joint comme Annexe E du présent règlement pour en faire partie intégrante

Cette autorisation nécessite, selon leur nature, une surveillance des travaux soit par la personne désignée au niveau local ou par un ingénieur et une déclaration de conformité des travaux doit être transmise à la M.R.C. sur le formulaire «*Déclaration de conformité de travaux d'aménagement ou d'entretien dans un cours d'eau*», joint en annexe F du présent règlement pour en faire partie intégrante.

6. **ABROGATION / ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement remplace et abroge tout acte réglementaire antérieur d'une municipalité locale du territoire de la M.R.C. à ce sujet.

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

ANNEXES

Annexe A : Formulaire «*Déclaration de conformité de travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau*»

Annexe B : Formulaire «*Demande formelle d'intervention dans un cours d'eau*»

Annexe C : Formulaire «*Analyse sommaire d'une demande d'intervention dans un cours d'eau*»

Annexe D : Document «*Cheminement d'intervention de travaux d'entretien d'un cours d'eau*»

Annexe E : Document «*Cheminement d'intervention de travaux d'aménagement d'un cours d'eau*»

Annexe F : Formulaire «*Déclaration de conformité de travaux d'aménagement dans un cours d'eau*»



ANNEXE A

**TRAVAUX DE NETTOYAGE OU D'ENLEVEMENT D'OBSTRUCTIONS
DANS UN COURS D'EAU****PROCÉDURE**

À titre indicatif, les travaux de nettoyage visés par la présente procédure sont :

- Enlèvement de branches et de troncs d'arbres ;
- Enlèvement de pierre ;
- Enlèvement d'un amoncellement ponctuel de sédiments (décrochage de talus) ;
- Démantèlement d'un barrage de castors ;
- Fauchage de végétation nuisible (cas exceptionnels) ;
- Démantèlement d'un embâcle ;
- Enlèvement de toute nuisance (déchets, immondices et autres) ;
- Enlèvement d'un pont ou d'un ponceau dont le dimensionnement est insuffisant ;
- Enlèvement de neige qui a été déposée volontairement dans un cours d'eau ;
- Affaissement de la rive dû au passage des animaux ailleurs que dans un passage à gué.

Du moment où un objet quelconque constitue un obstacle au libre écoulement de l'eau qui menace la sécurité des personnes ou des biens, il doit être enlevé sans délai.

Étape 1: Inspection visuelle de la personne désignée au niveau local

Suite à une demande d'une personne dénonçant une obstruction de cours d'eau ou d'une constatation visuelle d'un employé municipal, une inspection par la municipalité locale est requise. La procédure s'arrête ici si, suite au constat fait par la personne désignée au niveau local, le problème est non-fondé. Dans le cas contraire, la personne désignée au niveau local poursuit les étapes suivantes. Dans l'éventualité où le cours d'eau est dans un état de sédimentation avancé et que des travaux correctifs ne pourraient pas rectifier la présente situation, la personne

désignée au niveau local doit faire rapport de la situation au propriétaire et à sa municipalité locale et le conseil de cette dernière devra décider si elle appuie ou fait une demande d'intervention à la MRC de travaux d'entretien pour corriger correctement la situation à long terme selon la procédure prévue pour une telle demande d'intervention.

Étape 2: Détermination de la cause et contact avec l'intéressé concerné

La personne désignée au niveau local procède à une investigation pour déterminer la cause de l'obstruction. Du moment que la cause est identifiée ainsi que le(s) propriétaire(s) concerné(s), un avis écrit est transmis par un moyen qui permet d'obtenir une preuve de réception par le destinataire, afin que ce(s) dernier(s) procède(nt) aux travaux correctifs le plus rapidement possible. La fiche présentée en Annexe A devrait également être transmise à la MRC.

Un délai approprié à la situation, le plus court possible, dépendamment de l'urgence causée par l'obstruction, peut être laissé au(x) propriétaire(s) ciblé(s), mais si l'obstruction constitue une menace pour la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée au niveau local doit retirer, sans délai, cette obstruction et la municipalité locale pourra recouvrer les sommes engagées par elle des personnes responsables.

Dans l'éventualité où le cours d'eau est dans un état de sédimentation avancée et que des travaux de nettoyage correctifs ne pourraient pas rectifier la présente situation, la personne désignée au niveau local doit faire rapport de la situation au propriétaire et à sa municipalité locale et le conseil de cette dernière devra décider si elle appuie et fait une demande d'intervention à la MRC de travaux d'entretien pour corriger adéquatement la situation à long terme selon la procédure prévue pour une telle demande d'intervention (Annexe D).

Dans la mesure où la personne désignée au niveau local ne peut identifier le(s) propriétaire(s) responsable(s), elle devra procéder ou faire procéder aux travaux aux frais de la municipalité locale.

Dans la situation où il s'agit d'un embâcle ou d'un barrage de castor, les étapes prévues aux sections à cette fin doivent être franchies et décrites dans le rapport à être transmis à la MRC.

Étape 3: Expiration du délai d'intervention

Suite à l'expiration du délai prescrit dans l'avis écrit transmis à l'étape 2, la personne désignée au niveau local doit valider sur place la conformité des

travaux effectués par le(s) propriétaire(s) concerné(s) par cet avis.

En aucun temps, le fond du cours d'eau ne devra être creusé lors de cette intervention et il ne devrait pas rester d'accumulation d'eau inhabituelle dans le lit du cours d'eau. L'eau devra suivre le libre écoulement sans restriction. Dans l'éventualité où le cours d'eau est dans un état de sédimentation avancé et que des travaux correctifs ne permettraient pas de rétablir la situation, la personne désignée au niveau local doit faire rapport de la situation à ce propriétaire et à sa municipalité locale et le conseil de cette dernière devra décider si elle appuie ou fait une demande d'intervention à la MRC de travaux d'entretien pour corriger correctement la situation à long terme selon la procédure prévue pour une telle demande d'intervention (Annexe D).

Dans la situation où le(s) propriétaire(s) ciblé(s) n'a (ont) pas procédé aux travaux, la personne désignée au niveau local peut procéder ou faire procéder à l'enlèvement des obstructions et nuisances. Les frais engendrés devront être défrayés par la municipalité locale et être éventuellement remboursés par la suite par le(s) propriétaire(s) concerné(s) par le moyen que la municipalité locale jugera le plus opportun.

Étape 4: Acceptation des travaux de nettoyage

Un rapport écrit faisant état de la conformité des travaux devra être transmis à la MRC afin de clore le dossier d'intervention à des fins de nettoyage. Une copie de toutes les correspondances touchant les interventions citées ci-dessus devront être transmises à la MRC afin qu'elles soient conservées dans les dossiers du cours d'eau.



**DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DE TRAVAUX
DE NETTOYAGE OU D'ENLÈVEMENT D'UNE OBSTRUCTION
DANS UN COURS D'EAU**

1. IDENTIFICATION

Personne qui a donné l'information :

Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Propriétaire(s) concerné(s) (ajouter des feuilles en annexe si nécessaire) :

1. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

2. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Immeubles(s) concernés(s) (ajouter des feuilles en annexe si nécessaire) :

1. Adresse : _____ Lot(s) : _____ Municipalité: _____

2. Adresse : _____ Lot(s) : _____ Municipalité: _____

2. COURS D'EAU

Nom du cours d'eau :

Lot(s) visé(s) :

3. NATURE DE L'OBSTRUCTION :

- Branches / Troncs d'arbre
- Pierres
- Amoncellement de sédiments
- Végétation nuisible
- Embâcle (COMPLÉTER LA SECTION PRÉVUE EN ANNEXE)
- Barrage de castors (COMPLÉTER LA SECTION PRÉVUE EN ANNEXE)
- Pont ou ponceau insuffisant Dépôt volontaire de neige
- Autre embarras (à préciser) :

4. CONSTAT

Date et heure de la constatation : _____

Photos : Oui Non

Croquis : Oui Non

Avis transmis au(x) propriétaire(s) concerné(s) : Oui
 Non
 Non applicable

Description de la constatation : _____

Date de l'avis : _____

Échéance exigée : _____

5. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX DE NETTOYAGE ANTICIPÉS :

Matériel requis : _____**Longueur approximative :** _____**6. DESCRIPTION SOMMAIRE DES AUTRES TRAVAUX PRÉVENTIFS :**

Matériel requis : _____**Longueur approximative :** _____**7. INSPECTION DES TRAVAUX :**

Date de l'inspection : _____

Exécution des travaux de nettoyage: conforme non conformeExécution des travaux préventifs : conforme non conforme

Suivi recommandé :

Longueur approximative des travaux : _____**Autres remarques ou recommandations :** _____

8. SIGNATURE DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AU NIVEAU LOCAL :

(Lettres moulées)

Date : _____

Veillez transmettre cette fiche et le cas échéant, les sections relatives à la présence d'un embâcle ou d'un barrage de castors et les divers documents que vous avez à cet égard (photos, avis écrit, preuve de réception par le destinataire) le plus rapidement possible à la MRC par télécopieur au numéro : 819 427-8318



**SECTION À COMPLÉTER RELATIVEMENT À LA PRÉSENCE D'UN
EMBÂCLE**

**1. RÉCEPTION DE L'INFORMATION RELATIVE À LA PRÉSENCE DE
CET EMBÂCLE :**

PERSONNE QUI A DONNÉ CETTE INFORMATION :

NOM : _____

COORDONNÉES (si connues) :

Adresse : _____

Téléphone : _____

DATE ET HEURE DE LA RÉCEPTION : _____

IMMEUBLE(S) CONCERNÉ(S) (ajouter des feuilles en annexe si nécessaire)

1. Adresse : _____ Lot(s) : _____ municipalité: _____

2. Adresse : _____ Lot(s) : _____ municipalité: _____

COURS D'EAU

Cours d'eau : _____ Lot(s) visé(s) : _____

2. INSPECTION

2.1 INSPECTION INITIALE

DATE ET HEURE :

Photos en annexe :

Oui

Non

Croquis en annexe :

Oui

Non

NOM DES AUTRES PERSONNES PRÉSENTES, le cas échéant :

DESCRIPTION DE LA SITUATION :

2.2 AVIS À L'AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ CIVILE :

DATE ET HEURE : _____

NOM DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

FONCTIONS DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

AVIS DE CETTE PERSONNE :

- Favorable au démantèlement
- Défavorable au démantèlement

MOTIFS : _____

2.3. PRISE EN CHARGE PAR L'AUTORITÉ CIVILE

DATE ET HEURE : _____

NOM DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

FONCTIONS DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

3. TRAVAUX DE DÉMANTÈLEMENT DE L'EMBÂCLE

LE CAS ÉCHÉANT, NATURE ET DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX EXÉCUTÉS :

QUI A EXÉCUTÉ LES TRAVAUX (Nom, fonction, adresse, téléphone) :

Date : _____ Heure : _____

AVEZ-VOUS EXERCÉ LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE DÉMANTÈLEMENT ?

- OUI
- NON

4. FIN DES TRAVAUX

DATE ET HEURE : _____

LES TRAVAUX ONT-ILS PERMIS DE RÉTABLIR L'ÉCOULEMENT NORMAL DES EAUX ?

- OUI
- NON (dites alors pourquoi)

AUTRES REMARQUES OU RECOMMANDATIONS:

5. Signature de la personne désignée au niveau local :

(Lettres moulées ; indiquez votre titre)

Date : _____



**SECTION À COMPLÉTER RELATIVEMENT À LA PRÉSENCE D'UN
BARRAGE DE CASTORS**

**1. RÉCEPTION DE L'INFORMATION RELATIVE À LA PRÉSENCE DE CE
BARRAGE :**

NOTE : Il ne sert à rien de démanteler un barrage si tous les castors n'ont pas été capturés. La saison de piégeage dans la région de l'Outaouais débute le 25 octobre et se termine le 1^{er} avril de chaque année. Le piégeage peut-être réalisé en dehors de la saison de piégeage, mais une autorisation de la FAPAQ est requise si l'objectif est de prévenir une nuisance à des biens. S'il a des dommages, aucune autorisation n'est exigée ; toutefois, un agent de la protection de la faune doit être avisé a) avant de débiter le piégeage et b) lui faire part des captures de castor.¹

PERSONNE QUI A DONNÉ CETTE INFORMATION :

NOM : _____

COORDONNÉES (si connues) :

Adresse : _____

Téléphone : _____

DATE ET HEURE DE LA RÉCEPTION : _____

PROPRIÉTAIRE(S) CONCERNÉ(S) (Ajouter des feuilles en annexe si nécessaire)

1. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

2. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

¹ Source: Formulaire de démantèlement de barrage de castor ; MRNF 2006

IMMEUBLES(S) CONCERNÉ(S) (Ajouter des feuilles en annexe si nécessaire)

1. Adresse : _____ Lot(s) : _____ municipalité: _____

2. Adresse : _____ Lot(s) : _____ municipalité: _____

COURS D'EAU

Cours d'eau : _____ Lot(s) visé(s) : _____

2. INSPECTION

2.1 INSPECTION INITIALE

DATE ET HEURE :

NOM DES AUTRES PERSONNES PRÉSENTES, le cas échéant :

Photos en annexe : Oui Non

Croquis en annexe : Oui Non

DESCRIPTION DE LA CONSTATATION : _____

2.2 **AVIS AU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

DATE ET HEURE : _____

NOM DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

Tél : _____

FONCTIONS DE LA PERSONNE CONTACTÉE : _____

AUTORISATION DE CETTE PERSONNE :

- OUI (Joindre une copie de l'autorisation, si disponible)
 NON

MOTIFS DE REFUS: _____

3. TRAVAUX DE DÉMANTÈLEMENT DU BARRAGE DE CASTORS

NOM ET COORDONNÉES DU TRAPPEUR (nom, adresse, téléphone) :

LE CAS ÉCHÉANT, NATURE ET DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX EXÉCUTÉS :

QUI A EXÉCUTÉ LES TRAVAUX ?

Nom : _____ Fonction : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Date : _____ Heure : _____

La personne désignée a-t-elle effectué la surveillance des travaux :

- OUI
- NON

4. FIN DES TRAVAUX

DATE ET HEURE : _____

LES TRAVAUX ONT-ILS PERMIS DE RÉTABLIR L'ÉCOULEMENT NORMAL DES EAUX ?

- OUI
- NON (dites alors pourquoi)

AUTRES REMARQUES :

5. SIGNATURE

Personne désignée au niveau local :

Nom : _____ Titre : _____

Signature : _____ Date : _____

Veillez transmettre cette fiche et la fiche « déclaration de conformité des travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'une obstruction dans un cours d'eau » et les divers documents que vous avez produit à cet égard (photo, croquis, avis écrit, preuve de réception par le destinataire) le plus rapidement possible à la MRC par télécopieur au numéro : (819) 427-8318.

6. RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION DE LA MRC

Rapport reçu le : _____ Par : _____

Notes supplémentaires : _____

Rapport présenté au conseil le : _____

Dossier clos le : _____ Nom : _____

Titre : _____ Signature : _____

RÈGLEMENT NUMÉRO 086-2007



ANNEXE B

DEMANDE FORMELLE D'INTERVENTION DANS UN COURS D'EAU

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom du requérant :

(En lettres moulées)

Adresse :

Numéro(s) de lot :

2. LOCALISATION DES TRAVAUX DEMANDÉS :

Municipalité (s):

Cours d'eau :

Numéro de lot(s) :

Longueur approximative des travaux demandés:

3. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION

Entretien Aménagement

Sédimentation généralisée Déplacement, fermeture

Pose de ponceau

Autres (précisez) :

Croquis en annexe : Oui Non

Photo(s) en annexe : Oui Non

4. **CONSTAT**

Motifs de l'intervention (Décrire la nature des travaux demandés et leur justification) :

5. **DRAINAGE ET PONCEAU EXISTANTS**

Réseau de drainage souterrain oui non
Ponceau oui non

6. **UTILISATION DES SOLS DANS L'ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT**

Culture (identifier le choix de culture), foresterie, etc.

Signature du requérant : _____

(Lettres moulées)

Date : _____

Numéro de téléphone (rés.) : () _____

Numéro de téléphone (trav.) : () _____

7. RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION DE LA MUNICIPALITÉ

Demande reçue le : _____

Par : _____

Titre : _____

Signature : _____

Veillez transmettre ce formulaire à la MRC de Papineau**8. RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION DE LA MRC**Juridiction : MRC Bureau des déléguésTravaux demandés : nettoyage entretien aménagement

Demande reçue le : _____

Par : _____

Rapport présenté au conseil le : _____

Dossier clos le : _____

Nom : _____

Titre : _____

Signature : _____

Notes supplémentaires :

RÈGLEMENT NUMÉRO 086-2007



ANNEXE C

ANALYSE SOMMAIRE D'UNE DEMANDE FORMELLE D'INTERVENTION DANS UN COURS D'EAU

Identification de la demande : _____

Date de l'inspection : _____

Joindre des photos et un croquis des lieux, si nécessaire.

RECOMMANDATION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AU NIVEAU LOCAL:

Recommandation générale :

- Favorable
- Non Favorable

Nécessité de l'intervention :

- Urgente
- Non Urgente

Motifs de la recommandation:

Signature de la personne désignée : _____

Date : _____

RECOMMANDATION DE LA MUNICIPALITÉ LOCALE:

- Favorable
- Non Favorable

Date et numéro et de la résolution : _____

Joindre la présente analyse à la demande formelle d'intervention concernée et transmettre ces documents à la MRC avec une copie de la résolution de la Municipalité locale qui recommande les travaux, le cas échéant.

En cas de recommandation défavorable ou d'un refus de la municipalité locale, aviser le demandeur.

**ANNEXE D****TRAVAUX D'ENTRETIEN D'UN COURS D'EAU****CHEMINEMENT D'UNE DEMANDE D'INTERVENTION**

- 1) Demande de travaux d'entretien d'un cours d'eau par toute personne auprès de la personne désignée au niveau local. Le formulaire « *Demande formelle d'intervention dans un cours d'eau*» (Annexe B) est disponible à cet effet. La personne désignée au niveau local réalise une inspection et valide la pertinence d'effectuer des travaux à l'aide du formulaire «*Analyse sommaire d'une demande d'intervention dans un cours d'eau*» (Annexe C) .

Si le cours d'eau est situé ou sépare le territoire de plus d'une municipalité locale et que la personne désignée au niveau local juge que des travaux sont également requis dans la municipalité voisine, il doit aviser la personne désignée au niveau local concernée pour qu'elle soumette une demande également.

- 2) Assistance de la personne désignée au niveau local par le coordonnateur des cours d'eau de la MRC pour l'aider à valider sa recommandation d'intervention.
- 3) Présentation par la personne désignée au niveau local de la demande au conseil de sa municipalité locale pour valider sa démarche. La municipalité appuie cette demande par une résolution du conseil et indique si elle juge opportun qu'un tableau des superficies de drainage détaillé de ce cours d'eau soit préparé dans le cas où les travaux étaient réalisés. La municipalité doit, par résolution :
 - Appuyer ou non cette demande et motiver cette décision;
 - Indiquer de quelle façon elle désire procéder pour la répartition des dépenses relatives à l'intervention demandée;
 - Identifier, le cas échéant, la personne ou le consultant mandaté pour faire les études techniques nécessaires pour la préparation d'un tableau de répartition détaillé;
 - Indiquer, dans le cas où la municipalité désire acquitter les frais à même son fond général, si elle possède les fonds nécessaires.
- 4) Acheminement de la résolution du conseil municipal à la MRC. La date de réception de cette résolution à la MRC devient la date officielle pour le traitement du dossier par la MRC. Le coordonnateur régional des cours d'eau de la MRC

transmet un accusé de réception au directeur général de la municipalité concernée. C'est à cette étape que le conseil municipal local s'engage financièrement dans le processus d'entretien du cours d'eau.

- 5) Analyse de la demande par le coordonnateur des cours d'eau, notamment quant à la possibilité de faire procéder aux travaux en vertu d'un avis préalable au MDDEP ou d'obtenir un certificat d'autorisation. Cette demande implique la production d'un rapport et son dépôt au conseil de la MRC.
- 6) Dans l'éventualité où les informations obtenues sont insuffisantes pour présenter un rapport d'analyse complet, le coordonnateur des cours d'eau devra l'indiquer dans son rapport.
- 7) Le conseil de la MRC peut autoriser, par résolution, le coordonnateur des cours d'eau à prendre les moyens requis, aux frais de la municipalité locale, pour présenter un rapport complet, incluant la possibilité d'obtenir les services professionnels d'un ingénieur.
- 8) À la suite du dépôt du rapport, le conseil d'administration de la MRC peut autoriser, par résolution, la démarche juridique relative aux travaux d'entretien. Si la MRC ne désire pas donner suite à la demande, elle transmet une résolution en ce sens au demandeur.
- 9) Le coordonnateur des cours d'eau de la MRC voit à :
 - faire préparer un tableau de répartition des coûts entre les municipalités locales selon le critère retenu par la MRC pour ces travaux;
 - faire préparer une estimation des coûts pour information des municipalités.
- 10) La municipalité locale doit faire préparer, à ses frais, le tableau des superficies détaillées de drainage du bassin si elle a choisi de répartir ainsi le coût des travaux.

La municipalité locale peut, à son choix :

- faire préparer une répartition détaillée des coûts pour information aux intéressés, le cas échéant;
- organiser une assemblée d'information en concertation avec le coordonnateur des cours d'eau. Dans ce cas, la municipalité locale convoque les intéressés. À cette assemblée, un représentant de la municipalité locale assiste le coordonnateur des cours d'eau de la MRC pour donner les renseignements nécessaires aux intéressés, à savoir, entre autres :
 - Échéancier des travaux

- Description des responsabilités des intervenants (propriétaires riverains, personnes désignées, entrepreneurs, etc.).
 - Lors de l'assemblée publique, le coordonnateur des cours d'eau fait état du projet préliminaire. Il entend et note les commentaires et recueille le consentement écrit des intéressés présents si les travaux impliquent un empiètement sur leurs propriétés. Si possible, le consultant assiste le coordonnateur des cours d'eau de la MRC pour donner les renseignements techniques nécessaires aux intéressés. Le représentant de la municipalité locale fait état de la répartition qu'elle entend effectuer pour financer sa quote-part dans le coût des travaux projetés.
- 11) Lors d'une séance du conseil de la MRC, le coordonnateur des cours d'eau dépose son rapport si une telle assemblée s'est tenue ou, le cas échéant, sa recommandation à l'égard de ces travaux.
 - 12) Le conseil de la MRC adopte les actes requis pour donner effet à sa décision d'entreprendre ou non les travaux d'entretien.
 - 13) La municipalité locale fait effectuer par une personne qualifiée la préparation du cahier des charges et du devis descriptif pour soumissions si les travaux sont autorisés par la MRC.
 - 14) Le directeur général de la MRC transmet copie de la décision du conseil aux directeurs généraux des municipalités concernées.
 - 15) La municipalité locale procède à l'appel d'offres public selon les dispositions du Code municipal, ordonne les travaux et adjuge le ou les contrats requis, ou encore le coordonnateur régional des cours d'eau négocie de gré à gré une entente avec un entrepreneur choisi par le conseil. Cette démarche inclut la remise des documents d'appel d'offres aux soumissionnaires (plans, devis et cahier des charges).
 - 16) La personne désignée fait parvenir, si applicable, le formulaire «*Avis préalable à la réalisation de travaux d'entretien d'un cours d'eau municipal* » à la direction régionale du MDDEP au moins quinze (15) jours avant le début des travaux. Si la date des travaux doit être déplacée, il doit aviser ce ministère. Il obtient également, le cas échéant, l'autorisation de la FAPAQ si les travaux ont lieu dans un cours d'eau propriété du domaine de l'État.
 - 17) Les propriétaires sont formellement notifiés, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance de la date d'exécution des travaux sur leur propriété. À la même période que l'envoi de ce préavis, le coordonnateur des cours d'eau peut tenir, en présence de l'entrepreneur retenu, une réunion où les propriétaires riverains

sont conviés pour leur faire part des diverses modalités d'exécution des travaux par l'entrepreneur.

- 18) Début de l'exécution des travaux par l'entrepreneur. Les travaux de surveillance sont réalisés par l'ingénieur mandaté ou par la personne désignée au niveau local.
- 19) La personne désignée localement, ou le coordonnateur régional des cours d'eau, prépare les lettres d'acceptation partielle, provisoire et/ou finale, tel que prévu aux clauses et conditions spéciales du cahier des charges et recommande les paiements en conséquence. Le conseil adopte une résolution d'autorisation de paiement en conséquence le cas échéant.



ANNEXE E

AMÉNAGEMENT D'UN COURS D'EAU
CHEMINEMENT D'UNE DEMANDE D'INTERVENTION

- 1) Demande de travaux d'un cours d'eau par un ou des intéressés auprès de la personne désignée au niveau local. Une demande peut également être transmise par une municipalité locale directement à la MRC sans qu'il y ait une demande écrite d'un contribuable. Le formulaire « *Demande formelle d'intervention dans un cours d'eau* » est disponible à cet effet (Annexe B de la politique de gestion de la MRC).

Si la demande est déposée directement au bureau de la MRC, le coordonnateur régional des cours d'eau la transmet immédiatement à la personne désignée au niveau local.

La personne désignée au niveau local réalise une inspection et valide la pertinence d'effectuer des travaux à l'aide du formulaire « *Analyse sommaire d'une demande formelle d'intervention dans un cours d'eau* » (Annexe C de la politique de gestion de la MRC).

Si le cours d'eau est situé ou sépare le territoire de plus d'une municipalité locale et que la personne désignée au niveau local juge que des travaux sont également requis dans la municipalité voisine, ou encore que les travaux réalisés à un cours d'eau dans la première municipalité engendrera une incidence bénéfique à une seconde municipalité contiguë, alors la personne désignée au niveau local doit aviser cette deuxième municipalité concernée pour qu'elle soumette une demande également.

- 2) Assistance de la personne désignée au niveau local par le coordonnateur des cours d'eau de la MRC pour l'aider à valider sa recommandation d'intervention.
- 3) Présentation par la personne désignée au niveau local de la demande au conseil municipal de sa municipalité locale pour valider sa démarche. La municipalité doit par résolution :

- Appuyer ou non cette demande et motiver cette décision;
- Indiquer de quelle façon elle désire procéder pour la répartition des dépenses relatives à l'intervention demandée (par exemple, un tableau des superficies de drainage détaillées);
- Indiquer, dans l'alternative que la municipalité désire acquitter les frais à même son fonds général, si elle possède les fonds nécessaires.

C'est à cette étape que le conseil municipal local s'engage financièrement dans le processus de création, d'aménagement ou de fermeture du cours d'eau.

Si la demande n'est pas recommandée par la municipalité locale, le directeur général de celle-ci avise les demandeurs de ce refus en leur transmettant une copie de la résolution. Une copie de la demande et de la résolution de refus est également transmise à la MRC pour son information.

- 4) Acheminement de la demande et de l'analyse sommaire d'une demande d'intervention à la MRC accompagnées d'une résolution favorable du conseil de la municipalité locale. Le coordonnateur aux cours d'eau de la MRC transmet un accusé de réception au directeur général de la municipalité locale, avec certaines indications appropriées quant au cheminement prévu du dossier. Il peut également demander des précisions additionnelles quant au cours d'eau concerné. La date de réception de cette résolution à la MRC devient la date officielle de la demande.

Le directeur général ou le secrétaire-trésorier transmet également une copie de sa résolution au demandeur.

- 5) Analyse de la demande et inspection du cours d'eau par le coordonnateur des cours d'eau avec la collaboration des personnes désignées au niveau local. Cette demande implique la production d'un rapport et son dépôt au conseil de la MRC. Une décision du conseil de la MRC, pour maintenir ou non la démarche, sera rendue. Son rapport d'analyse doit couvrir les points suivants:

- Justification du projet et recommandation;
- Précision sur l'envergure du projet (branches et partie du bassin visée);
- Identification des principales étapes de réalisation et échéancier préliminaire;
- Estimé budgétaire.

Dans l'éventualité où les informations obtenues sont insuffisantes pour présenter

un rapport d'analyse complet, le coordonnateur régional des cours d'eau devra l'indiquer dans son rapport. Le conseil de la MRC pourrait ainsi autoriser, par résolution, le coordonnateur à prendre les moyens nécessaires, au frais de la municipalité locale, afin de présenter un rapport complet.

Si la MRC ne désire pas donner suite à cette demande, elle transmet alors une résolution en ce sens au(x) demandeur(s).

- 6) Le rapport d'analyse du coordonnateur aux cours d'eau est inscrit par le directeur général à l'ordre du jour du comité régional des cours d'eau pour analyse et recommandation au conseil de la MRC.
- 7) Le conseil de la MRC mandate, par résolution, le directeur général (ou le coordonnateur des cours d'eau) pour procéder à l'embauche d'un ingénieur ou de tout autre professionnel requis pour la conception du projet en tenant compte des règles applicables pour l'adjudication des contrats de services professionnels.
- 8) L'ingénieur procède à la confection de plans et devis préliminaires et à une estimation budgétaire de l'ensemble des travaux. Cette étape inclut la répartition budgétaire à chacune des municipalités identifiées par la MRC si les travaux concernent plus d'une municipalité locale.
- 9) La municipalité locale peut, à son choix :
 - faire préparer une répartition détaillée des coûts des travaux pour information aux intéressés, le cas échéant;
 - organiser une assemblée d'information en concertation avec le coordonnateur des cours d'eau. Dans ce cas, la municipalité locale convoque les intéressés. À cette assemblée, le coordonnateur régional des cours d'eau assiste le représentant de la municipalité locale pour donner les renseignements nécessaires aux intéressés.

Le coordonnateur aux cours d'eau ou encore le représentant de la municipalité locale prépare les documents nécessaires à la présentation du projet lors de la rencontre des intéressés, à savoir, entre autres :

- Échéancier des travaux et estimation préliminaire du coût de ceux-ci;
- Description des responsabilités des intervenants (propriétaires riverains, personnes désignées, entrepreneurs, etc.);

- Présentation d'un tableau de répartition des coûts entre les municipalités locales, lorsque requis. Les documents nécessaires à la répartition du coût des travaux aux intéressés sont préparés aux frais de la municipalité locale (ex : le tableau des superficies détaillées de bassin de drainage).
 - Lors de l'assemblée publique, le coordonnateur des cours d'eau ou le représentant de la municipalité locale fait état du projet préliminaire. Il entend et note les commentaires et recueille le consentement écrit des intéressés présents si les travaux impliquent un empiètement sur leurs propriétés. Si requis, l'ingénieur assiste le coordonnateur des cours d'eau de la MRC pour donner les renseignements techniques nécessaires aux intéressés. Le représentant de la municipalité locale fait état de la répartition qu'elle entend effectuer pour financer sa quote-part dans le coût des travaux projetés.
- 10) Le coordonnateur des cours d'eau dépose son rapport au directeur général qui inscrit le dossier à l'ordre du jour du comité Cours d'eau pour analyse et recommandation au conseil de la MRC.
 - 11) Lors d'une séance de la MRC, le conseil donne son autorisation à la confection des plans et devis définitifs par l'ingénieur ainsi qu'aux études techniques nécessaires à l'obtention d'un certificat d'autorisation du MDDEP, ou d'une autorisation de la FAPAQ, dans l'alternative que les travaux d'aménagement ont lieu dans un cours d'eau propriété de l'État.
 - 12) Le directeur général de la MRC transmet copie de la décision du conseil au coordonnateur aux cours d'eau ainsi qu'aux directeurs généraux des municipalités concernées. Le directeur général procède à l'appel d'offres.
 - 13) Le coordonnateur des cours d'eau de la MRC dépose la demande de certificat d'autorisation auprès du MDDEP.
 - 14) Lors d'une séance du conseil de la MRC, le coordonnateur des cours d'eau dépose le certificat d'autorisation. Si le conseil décide d'autoriser les travaux, il procède à l'adoption des documents juridiques requis à cette fin.
 - 15) La personne mandatée effectue la préparation du cahier des charges et du devis descriptif pour soumissions.
 - 16) Le coordonnateur régional des cours d'eau procède à l'appel d'offres public selon les dispositions du Code municipal ou encore, il peut être autorisé par le conseil à négocier de gré à gré une entente avec un entrepreneur choisi par le conseil. Cette démarche inclut la remise des documents d'appel d'offres aux soumissionnaires (plans, devis et cahier des charges, modalité de vérification et

de paiement). Les documents d'appel d'offres sont transmis aux municipalités concernées afin de permettre à la personne désignée au niveau local de suivre le déroulement des travaux.

Le coordonnateur régional des cours d'eau adresse, à tous les intéressés, une correspondance afin de les informer de :

- De la date d'ouverture des soumissions ou du montant du contrat accordé dans le cas d'un contrat de gré à gré;
- De l'entrepreneur retenu;
- De la date de début des travaux;
- Des exigences particulières qui leur sont imposés telles que le déboisement, l'identification des drains agricoles et l'enlèvement des clôtures, si nécessaire.

- 17) Le coordonnateur régional des cours d'eau procède à l'ouverture des soumissions, rédige un bordereau d'ouverture et procède à la vérification de la conformité des soumissions. Le coordonnateur doit soumettre au conseil de la MRC le résultat de l'ouverture des soumissions et une résolution est adoptée pour octroyer le contrat.

Dans le cas où s'il existe un écart significatif entre le prix estimé et le prix soumis, le conseil de la MRC peut requérir une nouvelle résolution de la municipalité locale avant de continuer le processus.

Le directeur général de la MRC transmet copie de la décision du conseil à l'entrepreneur retenu ainsi qu'aux autres soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres. Il transmet également copie de la résolution aux directeurs généraux des municipalités concernées, avec copie de la soumission retenue.

- 18) Les propriétaires sont formellement notifiées, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance de la date d'exécution des travaux sur leur propriété. À la même époque que l'envoi de ce préavis, le coordonnateur des cours d'eau peut tenir, en présence de l'entrepreneur retenu et si requis, de l'ingénieur chargé de la surveillance, une réunion où les propriétaires riverains sont conviés pour leur faire part des diverses modalités d'exécution des travaux par l'entrepreneur.
- 19) Début de l'exécution des travaux par l'entrepreneur. La surveillance est réalisée soit par la personne désignée au niveau local, soit par le coordonnateur régional des cours d'eau, ou par toute autre personne mandatée et qualifiée à cette fin.
- 20) Au moment où les travaux sont terminés, l'acceptation provisoire, partielle ou finale des travaux doit être constatée soit par le coordonnateur régional des cours d'eau, par la personne désignée au niveau local ou encore par toute autre personne qualifiée et mandatée à cette fin, en présence de l'entrepreneur, par

un rapport écrit qui est transmis au directeur général de la MRC, avec recommandation d'effectuer un paiement sur la base du décompte progressif soumis en conséquence.

Le directeur général inscrit le sujet à l'ordre du jour du comité administratif avec la recommandation.

- 21) Décision du comité administratif quant à l'approbation de l'acceptation provisoire des travaux et quant à l'autorisation d'effectuer le paiement sur la base du décompte progressif déposé.

De plus, le conseil établit le montant de la quote-part provisoire payable par les municipalités concernées, selon la répartition fixée par le règlement d'établissement des quotes-parts ou le cas échéant, par le règlement qui décrète les travaux.

- 22) L'entrepreneur procède aux vérifications appropriées, avec la participation du coordonnateur régional des cours d'eau et/ou de la personne désignée au niveau local et/ou de toute personne qualifiée et mandatée à cette fin pour s'assurer que les correctifs nécessaires ont été effectués, le cas échéant, et produit au moment opportun un rapport recommandant l'acceptation définitive accompagnée du décompte définitif des paiements à effectuer à l'entrepreneur.

Sur réception de ce rapport, le directeur général de la MRC inscrit le sujet à l'ordre du jour de la session du comité administratif, avec la recommandation.

- 23) Si requis, l'ingénieur produit une attestation de conformité des travaux et dépose à la MRC les plans «*tels que construits*» du cours d'eau.
- 24) Le conseil établit le montant de la quote-part définitive payable par les municipalités concernées.

Notes:

1. *Ce document ne traite pas des facturations qui sont adressées au fur et à mesure aux municipalités concernées en cours de projet. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter le Règlement 075-2005*
2. Le mot « conseil » peut également désigner le Bureau des délégués lorsque applicable.



ANNEXE F

**CONFORMITÉ DES TRAVAUX EXÉCUTÉS
DANS UN COURS D'EAU**

1. IDENTIFICATION DU COURS D'EAU :

Cours d'eau : _____

Entente signée le : _____

Lot(s) visé(s) : _____

Nature des travaux exécutés (aménagement, entretien,...) : _____

Propriétaire(s) concerné(s) (ajouter des feuilles en annexe si nécessaire) :

1. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

2. Nom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Immeuble(s) concerné(s) (ajouter des feuilles si nécessaire) :

1. Adresse : _____

Lot(s) : _____ Municipalité : _____

2. Adresse : _____

Lot(s) : _____ Municipalité : _____

2. INSPECTION PROVISOIRE DES TRAVAUX :

Date : _____

Heure : _____

Croquis en annexe : Photos en annexe : **Exécution des travaux :**Conforme : Non conforme :

Correctifs à apporter, le cas échéant :

Autres remarques ou recommandation :

3. INSPECTION FINALE DES TRAVAUX :

Date : _____

Heure : _____

Croquis en annexe : Photos en annexe : **Exécution des travaux :**Conforme : Non conforme : Plans « tel que construit » joint au présent avis de conformité : Oui Non

Identification des personnes présentes :

Recommandation : Travaux conformes (**Réception définitive**) Travaux non conformes

Remarques et recommandations :

4. ATTESTATION DE CONFORMITÉ

J'atteste que j'ai exercé la surveillance des travaux identifiés et que la présente recommandation est conforme à mes observations.

Signature de la personne et titre : _____

Date : _____

5. RESERVE A L'ADMINISTRATION DE LA MRC :

Rapport reçu le : _____

Par : _____

Notes supplémentaires :

Rapport présenté au conseil le : _____

Dossier clos le : _____

Nom et titre, signature : _____
